

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Europe du Sud-Est

Bulgarie, Chypre, Grèce, Moldavie, Roumanie

Une publication du SER d'Athènes en collaboration avec les SE de Bucarest et de Sofia
Edition du 4 juillet 2024

LE CHIFFRE À RETENIR

175,2 M USD

**Le financement accordé par le FMI pour soutenir
l'économie moldave**

Brèves régionales : Entretien du ministre de l'Énergie bulgare avec la direction de Gastrade sur le projet de terminal GNL à Alexandroupolis.

Bulgarie : Déficit budgétaire de -0,3 % du PIB au premier semestre 2024 // Rapports de convergence 2024 de la Commission européenne et de la Banque centrale européenne // Entretien du ministre de l'Énergie avec la direction de Gastrade sur le projet de terminal GNL // Soutien de 25,5 M€ à l'opérateur public « Postes bulgares » pour sa restructuration // Augmentation de 1,77 % des prix de l'électricité.

Chypre : Chypre a soumis une demande à la Commission européenne pour le versement de la quatrième tranche du Fonds de relance et de résilience (FRR), s'élevant à 77 M€ // Création d'une nouvelle banque coopérative d'épargne à Chypre // Croissance de la productivité à Chypre grâce au secteur des TIC // Hausse des recettes touristiques de 11,7 % au premier trimestre 2024

Grèce : L'inflation stable en juin, à 2,4 % sur un an // Les mesures exceptionnelles contre la hausse des prix sont reconduites jusqu'au 31.12.2024 // Le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 10,6 % en mai 2024 // En 2023, la Grèce disposait d'un PIB par habitant exprimé en standard de pouvoir d'achat équivalent à 67 % de la moyenne européenne // Le nombre de permis de construire a continué sa hausse en mars // Faible contribution du secteur immobilier dans la valeur ajoutée brute (VAB) de l'économie grecque en 2021.

Moldavie : Le Fonds Monétaire International (FMI) accorde un financement de 175,2 M USD (162,8 M EUR) // Le gouvernement moldave a approuvé la création d'un cadre législatif spécifique relatif au développement de solutions innovantes dans le domaine des énergies renouvelables.

Roumanie : L'Indice des Prix à la Production industrielle (IPPI) a reculé de -1,0 % en mai // Le taux de chômage rebondit légèrement (+0,1 pp) au mois de mai, à 5,4 % // En 2023, la part de la population roumaine exposée au risque de pauvreté s'élevait à 21,1 % // Le port de Constanta a vu son activité croître de 22,6 % en 2023, à 92,5 Mt // La chaîne de distribution de proximité LaDoiPasi se renforce en ouvrant simultanément 60 magasins // L'Université polytechnique de Bucarest lance la construction d'un parc technologique de 3,6 hectares à Bucarest.

Brèves régionales

Entretien du ministre bulgare de l'Energie avec la direction de Gastrade sur le projet de terminal GNL à Alexandroupolis, en Grèce.

Le ministre bulgare de l'Energie Vladimir Malinov a eu un entretien [le 2 juillet](#) avec la direction de la compagnie Gastrade (dont les actionnaires sont, l'opérateur bulgare Bulgartransgaz, l'opérateur grec DESFA, l'entreprise grecque gazière DEPA, le groupe grec Copelouzos et Gaslog Cyprus Investments Ltd, à hauteur de 20% chacun) en charge de la réalisation du projet de terminal GNL à Alexandroupolis en Grèce. Le ministre bulgare a souligné l'importance du projet pour la diversification des approvisionnements gaziers de la Bulgarie, de la Macédoine du Nord, de la Serbie, de la Roumanie, de la Hongrie, de la Moldavie et de l'Ukraine. L'agenda approuvé initialement par les actionnaires prévoyait la mise en service du terminal en avril 2024, cependant la réalisation du projet a été retardée suite à un défaut technique lors du raccordement de la plateforme de GNL. Il a été convenu, lors de la réunion du ministre bulgare de l'Energie avec Gastrade, que d'ici le 15 juillet un plan sera élaboré comprenant des solutions techniques concrètes afin d'accélérer la mise en exploitation. Selon le ministre Malinov des retards supplémentaires sont « inacceptables » compte tenu de l'importance stratégique du terminal pour la région.

Bulgarie

Actualités macroéconomiques et financières

Déficit budgétaire de -0,3 % du PIB au premier semestre 2024. Le [ministère des Finances](#) s'attend à un déficit budgétaire de -0,6 Md BGN fin juin 2024 (soit -0,3 % du PIB). A titre de comparaison, au premier semestre 2023, le solde était proche de l'équilibre (excédent de 0,1 % du PIB). Au S1 2024, les dividendes reçus des entreprises publiques sont faibles. Par ailleurs, en juin 2024, en application de l'accord international (LOA) BU-B-UCP « Achat de véhicules de combat Stryker », le ministère de la Défense a dépensé 0,6 Md BGN. Les recettes devraient s'élever à 34,5 Mds BGN, soit 45,8 % des recettes annuelles prévues dans la Loi de finances 2024. Elles augmenteraient de 9,8 % par rapport à fin juin 2023 et ceci, grâce à l'accroissement des recettes fiscales et des subventions au titre des programmes et fonds de l'UE. Les dépenses devraient s'élever à 35,1 Mds BGN, soit 43 % des dépenses annuelles prévues. Les dépenses sociales augmenteraient en lien avec la hausse des pensions. Les frais de personnel devraient croître suite à l'augmentation des salaires dans certaines administrations. Selon la LF 2024, le déficit devrait être de -3 % du PIB cette année (*cash basis*).

Rapports de convergence 2024 de la Commission européenne et de la Banque centrale européenne. La [Commission européenne](#) et la [BCE](#) ont publié, le 26 juin dernier, les rapports de convergence 2024 évaluant les progrès accomplis par les Etats membres ne faisant pas partie de la zone euro. Selon ces rapports, la stabilité des prix est le seul critère de Maastricht que la Bulgarie ne remplit pas. [En mai 2024, le taux d'inflation \(Indice des prix à la consommation harmonisé, IPCH\) en moyenne annuelle s'est établi à de 5,1 % en excédant la valeur de référence de 3,3 %, calculée par la BCE, et de 4,1 %, calculée par la Commission européenne.](#) (Pour calculer la valeur de référence, la BCE considère l'inflation au Danemark, en Belgique et aux Pays-Bas et la Commission européenne – aux Pays-Bas, en Italie et en Lettonie). Les critères de soutenabilité des finances publiques, de stabilité du taux de change et de taux d'intérêt à long terme sont respectés. La législation nationale peut être considérée comme compatible avec les traités et les statuts du Système européen de banques centrales. Selon un [communiqué](#) de presse du ministère des Finances et

de la banque centrale, les autorités bulgares continueront à travailler activement pour remplir tous les critères d'adhésion, améliorer l'environnement des affaires et le cadre institutionnel et ceci, afin de parvenir à une convergence durable avec la zone euro. Après avoir rempli tous les critères, y compris celui d'inflation, ce qui devrait arriver à la fin de l'année, le pays demandera à la Commission européenne et à la BCE d'élaborer des rapports de convergence extraordinaires, dans le but de prendre une décision le plus vite possible concernant la date d'adhésion.

Actualités sectorielles

Soutien de 25,5 M€ à l'opérateur public « Postes bulgares » pour sa restructuration. La Commission européenne a autorisé [le 2 juillet](#), en vertu des règles de l'UE en matière d'aides d'Etat, le projet de la Bulgarie d'octroyer à l'opérateur postal « Postes bulgares » une aide à la restructuration d'un montant maximal de 25,5 M€ (50 M BGN). La mesure permettra à l'entreprise de rétablir sa viabilité à long terme tout en réduisant les distorsions de concurrence.

Augmentation de 1,77 % des prix de l'électricité. La Commission pour la régulation de l'énergie et de l'eau a adopté une décision relative à l'augmentation des prix de l'électricité de [1,77 %](#) en moyenne à partir du 1^{er} juillet 2024 sur une période de 12 mois allant au 30 juin 2025. Pour les clients d'Electrohold l'augmentation sera de 3,1 %, pour ceux d'EVN, de 1,85 % et pour les clients d'Energopro il y aura une baisse de 0,49 %.

Chypre

Actualités macroéconomiques et financières

Chypre a soumis une demande à la Commission européenne pour le versement de la quatrième tranche du Fonds de relance et de résilience (FRR), s'élevant à 77 M€. Le gouvernement a soumis cette demande après avoir atteint 16 jalons et objectifs définis dans son PNRR. Le Plan de relance et de résilience de Chypre s'élève à 1,2 Mds€, dont 1,02 Mds€ sous forme de subventions et 200 M€ sous forme de prêts. Il comprend 282 jalons et objectifs, couvrant 61 réformes et 75 investissements. Selon une [annonce du ministère des Finances](#), Chypre a jusqu'à présent reçu 263 M€ via le FRR. Avec le versement attendu des deuxièmes et troisièmes tranches, les décaissements totaux devraient atteindre 229 M€ après les vérifications nécessaires par les autorités de la Commission. Le ministère a ajouté qu'une demande pour la cinquième tranche, d'un montant de 120 M€, devrait être soumise d'ici la fin de 2024, couvrant 28 jalons. Avec ces versements, les paiements totaux du PNRR depuis 2021 s'élèveront à environ 500 M€, représentant environ 50 % de l'allocation totale de Chypre, a déclaré le ministère.

Création d'une nouvelle banque coopérative d'épargne à Chypre.

Les syndicats des travailleurs du secteur public et des employés de banque, Etyk, projettent de créer une nouvelle banque coopérative d'épargne. Stratis Matheou, secrétaire général du syndicat des fonctionnaires Pasydy, soutient cette initiative, affirmant que la classe moyenne a été durement touchée par la disparition du mouvement coopératif à la fin de la dernière décennie. Cette banque coopérative fonctionnera selon le principe de la mutualisation des ressources, permettant aux membres d'accéder à des prêts à faible taux d'intérêt et à une expérience bancaire plus conviviale. L'objectif est de répondre aux besoins financiers des travailleurs en offrant des alternatives plus accessibles par rapport aux banques traditionnelles. La Banque centrale européenne doit toutefois approuver la création de cette banque ([Cyprus Mail](#)).

Croissance de la productivité à Chypre grâce au secteur des TIC. Selon le troisième [Rapport de compétitivité de l'économie chypriote publié par le Conseil de l'économie et de la compétitivité de Chypre \(CEC\)](#), presque toute la croissance de la productivité de l'économie chypriote au cours des trois dernières années est attribuée au secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC). Le professeur Sofronis Clerides de l'Université de Chypre a souligné que le secteur des TIC est devenu essentiel grâce à diverses circonstances, notamment la fermeture du programme d'investissement, la pandémie, la guerre en Ukraine et les incitations gouvernementales. Le rapport met en lumière des améliorations dans l'activité économique et le système d'innovation, tout en identifiant des défis pour Chypre tels que l'administration de la justice, les transitions numérique et environnementale, et l'adéquation de l'éducation avec le marché du travail.

Hausse des recettes touristiques de 11,7% au premier trimestre 2024 par rapport à la même période l'année dernière. Selon [CYSTAT](#), cette hausse provient en partie d'une augmentation du nombre d'arrivées (+9,8%) en mars 2024 par rapport à ce mois l'année dernière. De plus, les dépenses par touriste ont augmenté de 5,3% ce mois-ci. Ce chiffre est notamment le résultat de l'augmentation des dépenses des touristes allemands, qui représentent 9,8% des touristes à Chypre. Les allemands arrivent désormais en tête des nationalités ayant dépensé le plus lors de leur séjour, avec 779€ par personne pour le mois de mars 2024, soit une augmentation de 43% par rapport à mars 2023. Lorsque les dépenses sont ajustées à la durée du séjour, ce sont les touristes Israéliens qui arrivent en première position avec 143€ déboursés par jour (+1,6%).

Grèce

Actualités macroéconomiques et financières

L'inflation stable en juin, à 2,4% sur un an en Grèce, selon [l'estimation rapide d'Eurostat](#). Dans la zone euro, l'inflation a augmenté de 2,5%, contre 2,6% en mai, mais au-dessus des prévisions qui tablaient sur une hausse de 2,4%. L'inflation sous-jacente (qui exclut les prix de l'énergie et des produits alimentaires non transformés) a atteint 2,9 % par rapport à l'année précédente, soit le même niveau qu'en mai, mais plus élevé que le taux de 2,7 % observé en avril. Les principaux contributeurs à l'inflation de la zone euro ont été les services (4,1%, le même taux qu'en mai), suivis par l'alimentation, l'alcool et le tabac (2,5%, en baisse par rapport à 2,6% en mai), les biens industriels non énergétiques (0,7%, stable par rapport à mai) et l'énergie (0,2% contre 0,3% en mai).

	Annual rate							Monthly rate
	Jun 23	Jan 24	Feb 24	Mar 24	Apr 24	May 24	Jun 24	Jun 24
Belgium	1.6	1.5	3.6	3.8	4.9	4.9	5.5e	0.6e
Germany	6.8	3.1	2.7	2.3	2.4	2.8	2.5e	0.2e
Estonia	9.0	5.0	4.4	4.1	3.1	3.1	2.8e	0.5e
Ireland	4.8	2.7	2.3	1.7	1.6	2.0	1.5e	0.3e
Greece	2.8	3.2	3.1	3.4	3.2	2.4	2.4e	1.0e
Spain	1.6	3.5	2.9	3.3	3.4	3.8	3.5e	0.3e
France	5.3	3.4	3.2	2.4	2.4	2.6	2.5e	0.1e
Croatia	8.3	4.8	4.8	4.9	4.7	4.3	3.4e	0.8e
Italy	6.7	0.9	0.8	1.2	0.9	0.8	0.9e	0.2e
Cyprus	2.8	2.1	2.1	1.6	2.1	3.0	3.1e	0.4e
Latvia	8.1	1.1	0.6	1.0	1.1	0.0	1.4e	0.0e
Lithuania	8.2	1.1	1.1	0.4	0.4	0.9	1.0e	0.0e
Luxembourg	1.0	3.0	3.2	3.2	3.0	3.2	2.8e	0.0e
Malta	6.2	3.7	3.0	2.7	2.4	2.3	2.1e	1.3e
Netherlands	6.4	3.1	2.7	3.1	2.6	2.7	3.4e	0.2e
Austria	7.8	4.3	4.0	4.1	3.4	3.3	3.2e	0.1e
Portugal	4.7	2.5	2.3	2.6	2.3	3.8	3.1e	-0.3e
Slovenia	6.6	3.4	3.4	3.4	3.0	2.5	1.6e	0.0e
Slovakia	11.3	4.4	3.8	2.7	2.4	2.6	2.4e	0.0e
Finland	4.1	1.1	1.1	0.6	0.6	0.4	0.6e	0.0e

e estimate

Source dataset: [proc_hicp_main](#)

eurostat

Les mesures exceptionnelles contre la hausse des prix sont reconduites jusqu'au 31.12.2024.

Sont notamment prolongés: i) le plafonnement de la marge bénéficiaire brute (la marge bénéficiaire maximale autorisée sur le prix de vente ne peut pas dépasser celle de l'exercice fiscal clôturé de 2021); ii) le « panier du ménage » (liste d'au moins 51 catégories de produits de consommation courante à des prix plus bas); iii) l'obligation pour les supermarchés de notifier au ministère du développement la hausse des prix de leurs fournisseurs; iv) l'obligation pour les supermarchés de communiquer au ministère du développement des prix indicatifs de fruits et légumes; v) sur le lait pour bébé, la marge brute des entreprises reste plafonnée à 7 %. Le prolongement des mesures est accompagné d'une hausse importante des amendes: celles liées aux plafonnements passent de 1 M€ à 5 M€ et celles relatives aux activités promotionnelles après une hausse de prix préalable passent de 2 M€ à 6 M€. ([Ministère grec du Développement](#))

Le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 10,6 % en mai 2024,

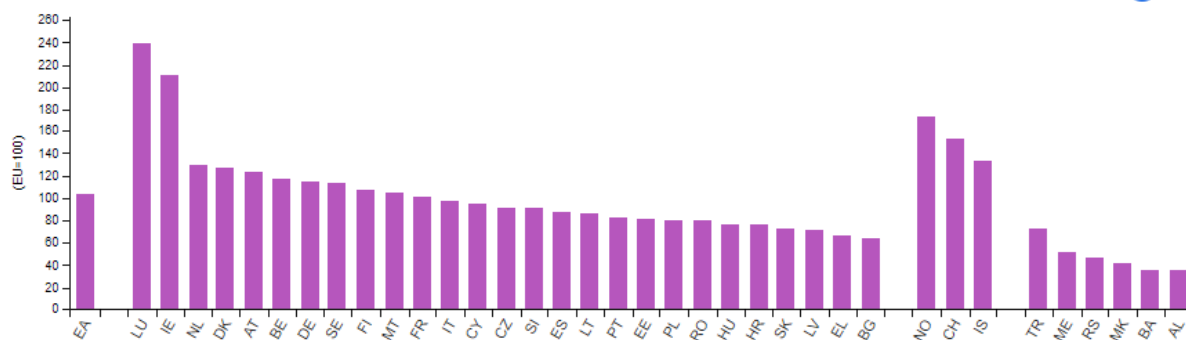
en baisse par rapport à 11,2 % en mai (révisé à la hausse) et 10,7 % en avril 2024 (révisé à la baisse). Le nombre de travailleurs s'est élevé à 4 249 074 personnes, en hausse de 1,3% par rapport à mai 2023 et en baisse de 1,5% par rapport à avril 2024. Le nombre de chômeurs s'est élevé à 504 924 personnes, en baisse de 4,1% par rapport à mai 2023 et de 2,2% par rapport à avril 2024 ([ELSTAT](#)).

En 2023, la Grèce disposait d'un PIB par habitant exprimé en standard de pouvoir d'achat équivalent à 67 % de la moyenne européenne, soit la 26e place des 27 Etats membres,

avant la Bulgarie, selon une [étude récente d'Eurobank](#), (sur la base des données d'[Eurostat](#)). Dans le même temps, en 2023, le revenu disponible des ménages grecs est inférieur à la

consommation (de 107 % de la moyenne de l'UE-27 en 2009 à 79 % en 2023), ce qui se traduit par un taux d'épargne négatif. L'étude attribue la baisse du PIB/habitant à la profonde récession et de la stagnation prolongée pendant la crise de la dette souveraine grecque. La surperformance de l'économie grecque, par rapport à la moyenne de l'UE-27, au cours des trois dernières années se reflète dans le renforcement du PIB par habitant, qui passe de 62 % de la moyenne de l'UE-27 en 2020 à 67 % en 2023. Toutefois, par rapport au niveau antérieur à la pandémie, soit en 2019, l'amélioration ne représente qu'un 1%, passant de 66 % en 2019 à 67 % en 2023. En 2023, le PIB réel de la Grèce était inférieur de 18,9 % à son niveau record de 2007 (26,6 % en 2013), ce qui signifie que 29,2 % des pertes dues à la crise de la dette ont été récupérées en termes de PIB réel, selon l'étude.

Volume indices of GDP per capita, 2023



Note: countries are sorted according to their 2023 volume index per capita for GDP.

Source: Eurostat (online data code: prc_ppp_ind)

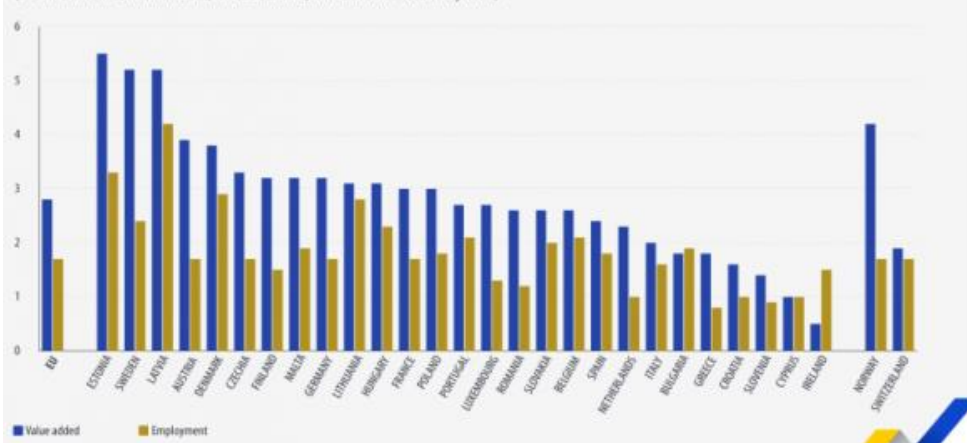
eurostat

Actualités sectorielles

[Le nombre de permis de construire a continué sa hausse en mars, avec 3 728 nouveaux logements autorisés à la construction, soit +39,6%](#) de plus que sur les 12 mois précédents. Les nouvelles autorisations correspondent à une superficie de terrains d'environ 865 000m² (+37,7% en g.a.) Au premier trimestre 2024, l'activité de construction affiche une augmentation notable de 42,2% du nombre de permis de construire et une augmentation de 40,4% en superficie, par rapport à la période janvier-mars 2023 ([ELSTAT](#)).

[Faible contribution du secteur immobilier dans la valeur ajoutée brute \(VAB\) de l'économie grecque en 2021](#). Selon les données d'Eurostat, en 2021, la part que représentait ce secteur dans la VAB de l'économie grecque était de 1,8%, à environ 1,3Md€, contre une moyenne européenne de 2,8%. La part du secteur est aussi faible dans la création d'emplois: l'immobilier employait 24 678 personnes en 2021, sa part dans l'emploi total du secteur privé n'étant que de 0,8 %, soit la plus faible de l'UE, où elle s'élève en moyenne à 1,7 %. A noter que depuis 2021, les données du secteur ont changé, avec une forte augmentation de l'activité en Grèce. En 2022, l'emploi a augmenté d'environ 29 %, atteignant 31 243 personnes.

Value added and employment in real estate activities in the EU, 2021
(% share of real estate activities, NACE Section L, in the business economy total)



Moldavie

Actualités macroéconomiques et financières

Le Fonds Monétaire International (FMI) accorde un financement de 175,2 M USD (162,8 M EUR) pour soutenir le budget de l'Etat. La reprise économique du pays est plus lente qu'anticipé, ce qui limite la croissance des recettes fiscales et accroît les dépenses de soutien aux ménages vulnérables. Ce décaissement porte à 636,5 M USD (591,5 M EUR) le soutien du FMI à la République de Moldavie dans le cadre du programme en cours.

Le gouvernement moldave a approuvé la création d'un cadre législatif spécifique relatif au développement de solutions innovantes dans le domaine des énergies renouvelables. Cette législation doit permettre aux entreprises développant des solutions de production, de distribution et d'optimisation de la consommation électrique de bénéficier d'avantages réglementaires et fiscaux et de faciliter la réalisation de tests sur le réseau national. Une commission sera chargée de suivre l'évolution des différents projets. Ce programme a notamment été développé avec le soutien du Programme des Nations Unies pour le Développement.

Actualités sectorielles

Roumanie

Actualités macroéconomiques et financières

L'Indice des Prix à la Production industrielle (IPPI) a reculé de -1,0 % en mai, en glissement annuel et semble se stabiliser progressivement, après 11 baisses consécutives. Cette tendance est soutenue par la diminution des prix à la production sur le marché domestique (-2,2 %) ainsi que dans le secteur de l'énergie (-6,3 %) et des biens intermédiaires pour l'industrie (-2,7 %). Au contraire, les prix à la production des biens d'équipements (+6,3 %) ont progressé au cours des 12 derniers mois.

Le taux de chômage rebondit légèrement (+0,1 pp) au mois de mai, à 5,4 %, mais demeure inférieur au niveau observé au second semestre 2023. La Roumanie compte ainsi 452 100 demandeurs d'emploi, soit 8 200 de plus qu'au mois d'avril. Le taux de chômage des jeunes s'élève à 20,5 %.

En 2023, la part de la population roumaine exposée au risque de pauvreté s'élevait à 21,1 %, en léger repli par rapport à l'année précédente (-0,1 pp). Le pays compte ainsi 3 970 000 personnes dans cette situation. Par ailleurs, la part de la population soumise à des privations matérielles et sociales significatives représente 19,8 %. Les personnes peu diplômées (57,4 %), les enfants (39,0 %) et les femmes (33,1 %) sont particulièrement exposés au risque de pauvreté. Pour cet indicateur, la Roumanie se classe troisième des pays de l'UE ayant le taux le plus élevé, après l'Estonie et la Lettonie.

Actualités sectorielles

Le port de Constanta, plus grand port de la mer Noire, a vu son activité croître de 22,6% en 2023, à 92,5 Mt. Le port a enregistré un chiffre d'affaires de 545 M RON et un bénéfice de 195 M RON.

La chaîne de distribution de proximité LaDoiPasi se renforce en ouvrant simultanément 60 magasins. Cette franchise, développée par METRO Romania, compte désormais plus de 2 400 enseignes sur l'ensemble du territoire. Une centaine de nouveaux magasins devraient ouvrir leurs portes avant la fin de l'année.

L'Université polytechnique de Bucarest lance la construction d'un parc technologique de 3,6 hectares à Bucarest. Ce projet, qui représente un investissement estimé à 70 M EUR, doit permettre la construction de huit bâtiments abritant notamment des incubateurs pour *startups* et des laboratoires de recherche. Les premiers bâtiments doivent être livrés en 2026.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Athènes

Rédaction : SER d'Athènes, SE de Bucarest, SE de Sofia

Abonnez-vous : athenes@dgtrésor.gouv.fr